

L'école des Monts-d'Aunay ne s'appellera plus jamais Pierre-Lefèvre



La plaque de l'école des Monts-d'Aunay portant le nom de Pierre-Lefèvre devrait être décrochée ce mardi 19 septembre 2023. Archive Ouest-France

Le tribunal administratif de Caen (Calvados), selon nos confrères de La Voix Le Bocage, a annulé la délibération du conseil municipal des Monts-d'Aunay qui attribuait le nom de Pierre-Lefèvre à l'école élémentaire. La municipalité a décidé de ne pas faire appel de cette décision.

C'est probablement le point final d'[un conflit qui oppose la municipalité des Monts-d'Aunay à un collectif](#). En décidant de renommer l'école Jules-Verne – George-Sand du nom de son ancien directeur Pierre-Lefèvre, la mairie s'était attiré les foudres [d'un collectif constitué d'anciens élèves](#). Quelques décennies après leur passage dans l'établissement, plusieurs d'entre eux témoignaient sous serment de violences qu'ils auraient subies de la part de leur ancien maître.

L'affaire devait être tranchée par [le tribunal administratif de Caen](#). Lors d'une audience tenue le jeudi 31 août, le rapporteur public préconisait une annulation de la délibération votée par le conseil municipal, en mettant en avant un vice de procédure, en l'occurrence l'absence de concertation du conseil d'école.

Selon nos confrères de *La Voix Le Bocage*, les juges ont suivi son avis et ont enjoint la mairie des Monts-d'Aunay à retirer la plaque Pierre-Lefèvre.

« J'ai subi trop de harcèlement, je n'en peux plus »

Contactée par *Ouest-France*, [Christine Salmon, la maire des Monts-d'Aunay](#), qui avait pris connaissance de l'information mais n'avait pas reçu le jugement du tribunal a fait savoir qu'en cas de confirmation de ce jugement, elle ne fera pas appel de la décision. **« Nous avons consulté [Pierre Lefèvre](#) et il souhaite mettre un terme à cette polémique. Et pour ma part, j'ai subi trop de harcèlement, je n'en peux plus. »**

La plaque devrait être retirée dans la soirée de ce mardi 19 septembre. De son côté, le collectif a décidé lui aussi de cesser son combat. **« Même si on aurait souhaité davantage de soutien de la part de [l'Éducation nationale](#), l'important pour nous, c'est que cette plaque de la honte soit enfin tombée »**, conclut [Philippe Sicot](#), l'un des porte-parole.

Jean-Philippe GAUTIER.